

Avant la conférence nationale du PSU les 28, 29 et 30 juin

Dans le cadre de la préparation du congrès, qui se tiendra vraisemblablement début décembre, une conférence nationale du PSU aura lieu les 28, 29 et 30 juin prochains. Notre prochain numéro sera consacré à la publication des textes reçus pour la préparation de cette conférence.

Au centre du débat : comment construire en France une politique réellement alternative, et quel doit être, dans cette perspective, l'avenir du PSU. L'article ci-dessous tente de faire le point sur l'état actuel des forces susceptibles (ou non) de participer à la construction de cette alternative.

Du côté de l'alternative

par Didier Claude

Après le choc des résultats électoraux, les déceptions surmontées ici ou là, le débat a repris avec plus de vigueur dans toutes les organisations se situant dans le champ politique alternatif, mais aussi entre les organisations et surtout entre les militants... Nous nous sommes fait l'écho du débat au sein du PSU, celui-ci continue ! Mais nous savons qu'autour de nous l'effervescence règne. C'est la raison de la tenue, la première journée de notre conférence nationale, de forums regroupant tous ceux qui s'interrogent sur la nécessité de construction d'une autre force politique : autogestionnaires, écologistes, syndicalistes, rénovateurs, alternatifs, organisés ou non.

Le constat d'échec électoral est général à quelques exceptions près, mais il reste à en connaître les raisons. Le manque de crédibilité dû à une division extrême y est sûrement pour beaucoup... Mais même là où les listes étaient larges, la percée n'a pas eu lieu ! Il faut dire que le plus souvent, ces listes ont eu moins de trois mois pour

se faire connaître, ce qui est peu pour avancer des propositions différentes, et dans un silence médiatique souvent total. Il n'en reste pas moins qu'il est légitime de s'interroger sur la possibilité de construction, et... sur la nécessité même d'une force politique alternative.

Une force alternative... deux approches

Il existe aujourd'hui au moins deux manières d'appréhender cette question. Au-delà de l'aspect polémique, nécessairement caricatural que prend le débat, il s'agit de savoir si elles sont contradictoires ou non.

— La première part du constat que toutes les idées que nous avons avancées depuis 20 ans (au moins) ont, soit régressé dans un environnement idéologique plus conservateur, soit été pillées en permanence mais détournées de leur but car largement édulcorées. Il ne s'agit pas de faire un catalogue, car la liste serait trop longue, citons

quand même l'autogestion ou la stratégie de contrôle, la défense de l'environnement, la solidarité internationale, l'antinucléaire, un mode de développement, l'égalité des droits... Et ceci faute d'une force politique crédible capable de porter ces aspirations jusqu'au bout de la logique, c'est-à-dire se posant la question de l'institution et du pouvoir.

Il s'agit donc aujourd'hui de construire cette force porteuse d'une alternative politique qui devra se poser inéluctablement la question de ses alliances stratégiques.

— La seconde part du constat que le PS occupe l'essentiel du champ politique de la gauche et est le point de passage obligé d'un éventuel changement de société. Mais son ascension s'est faite en marginalisant les forces politiques de gauche pour récupérer une partie de leur électorat, et, aujourd'hui, même en imaginant un PS à 40% (ce qui n'est pas encore réalisé), il manque encore 10% pour faire une majorité.



De gauche à droite : Didier Anger (Verts), René Dumont, Alain Krivine (LCR), Ariette Laguillier (LO).

Il s'agit donc de construire cette force politique capable de remobiliser cette partie de l'électorat de gauche qui de toutes façons ne se reconnaîtra pas dans le Parti socialiste : une gauche différente pour rendre possible l'alternance.

Cette discussion est présente partout, et selon l'origine, l'histoire individuelle ou collective, une approche est privilégiée par rapport à une autre mais tous ressentent la nécessité de cette force qui devra être pluraliste.

Les Verts... des ouvertures

Ainsi les Verts, qui ont reconnu leur échec électoral, estiment maintenant, qu'ils ne peuvent, à eux seuls, représenter l'alternative. Même s'il reste une forte tendance fondamentaliste, l'ouverture est manifeste. Déjà avant les élections, dans de nombreux départements, les représentants locaux des Verts souhaitaient des accords larges, mais le blocage du CNIR a fait avorter la plupart des tentatives sauf en Seine-Saint-Denis et dans l'Allier.

Aujourd'hui, les textes qui circulent parmi les Verts remettent beaucoup de choses en cause ; certains disent ouvertement qu'il faut mettre fin à la « connerie groupusculaire » et construire un mouvement politique unifié. La sacro-sainte formule « ni gauche, ni droite » est même mise en cause. Il faut reconnaître que la politique de la droite au pouvoir aide bien à y voir clair. Certains écologistes regardent même du côté des « rénovateurs » du PC. Mais, si de nombreuses ambiguïtés persistent, en particulier vis-à-vis de la droite, qui tiennent pour beaucoup aux différents itinéraires politiques des écologistes,

la perspective d'un mouvement alternatif tel que le définit A. Liepietz rencontre de plus en plus d'échos.

La LCR... un recul

Les résultats électoraux catastrophiques de la LCR (même quand elle se présentait sous l'étiquette alternative) ont réveillé les tendances centrifuges. Une partie (petite) de la T3 (autogestionnaire ?) a rejoint la FGA. D'autres qui n'ont jamais accepté les « dérives alternatives petites-bourgeoises » estiment que la seule solution est de construire le parti-révolutionnaire-dont-la-classe-ouvrière-a-besoin avec LO. D'autres, un moment tentés par l'unité avec le PCI, veulent un travail privilégié dans le PS, mélange d'entrisme et d'ambition.

L'on sait dans ces conditions que l'« optimisme révolutionnaire » est de rigueur pour maintenir l'organisation. Ainsi, les orientations prises au dernier comité central ne peuvent que renforcer l'idée de ceux qui pensaient que l'« engagement alternatif » de la LCR n'était que purement tactique et opportuniste et que rien n'a vraiment changé. En effet, on voit mal en quoi les trois priorités affichées : développer le travail politique LCR dans l'entreprise (prioritairement au travail syndical), développer *Rouge*, développer la JCR, sont très alternatives.

Les errements sectaires des autres composantes de l'extrême gauche (LO ou PCI) les cantonnent dans un isolement progressif. Encore que la récente crise à l'intérieur du MPPT (le « PCI plus ») montre que des évolutions sont toujours possibles.

La très sérieuse crise d'identité

que vit la FGA conduit nombre de ses membres à remettre en cause son existence même. Les débats, souvent confus, portent en partie sur les moyens de construire une force alternative dans la période. Il n'en reste pas moins que nous sommes conduits à nous interroger, surtout après quelques manœuvres pré-électorales et des déboires financiers, sur la crédibilité organisationnelle d'un de nos partenaires.

Rénovateurs... des interrogations

Le développement du mouvement des contestations communistes au sein et en dehors du PC est sans conteste un des éléments les plus intéressants pour la construction d'une nouvelle force politique. La récente réunion de débat dont 2A s'est fait l'écho montre l'étendue des interrogations. Au-delà de l'hétérogénéité des rénovateurs, il existe une volonté commune de débattre, d'enfin parler politique, d'agir pour un véritable changement, sans sectarisme, qui est manifeste chez tous nos interlocuteurs. Des ambiguïtés persistent (rénover le PC, comment, avec qui, pour quoi faire ?), des illusions se créent (que pense Gorbatchev ?), des ambitions existent (on renonce difficilement à des mandats municipaux) ; mais les questions que se posent les rénovateurs sont aussi nos questions, il convient d'essayer d'y répondre ensemble.

Parallèlement, la récente transformation du CERES a mécontenté une partie de ceux pour qui il représentait la gauche du PS. Ils se regroupent dans le CORIAS, un travail devra être engagé dans leur direction.



De gauche à droite : Pierre Bauby (PAC), Alain Lipietz, Daniel Cohn-Bendit, Georges Labica (ex-PC).

Alternative... des perspectives encourageantes

Les espoirs les plus importants ne viennent pas des organisations (encore que le PAC, par sa pratique militante, sa façon de débattre, le sérieux de son travail se pose souvent les bonnes questions) mais plutôt de ces fameux inorganisés qui aimeraient bien que leurs idées puissent se concrétiser dans une alternative politique. Depuis un mois plusieurs initiatives vont dans le même sens et nous les suivons avec attention.

— *Résister*, revue de débat syndical dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, va se transformer pour s'élargir et tiendra sa prochaine réunion les 14 et 15 juin à Paris. Notre participation, en particulier de province est attendue.

— La première réunion de l'Université alternative antiraciste a eu lieu le 19 avril et a regroupé plus de 150 personnes.

— Des groupes de réflexion se mettent en place, en particulier il convient de signaler « Dissensus » qui vise à poser les jalons d'une étude en profondeur des mutations. La dernière réunion qui s'est tenue le 27 avril avait pour thème : « Sommes-nous tous des néolibéraux ? »

— « Papageno » qui est né après les rencontres alternatives de la Pente-côte 85, se propose de lancer à la rentrée une convention alternative et écologique qui serait une sorte de forum permanent de débat.

— Le 4 mai s'est tenue une réunion du CINEL (au départ, groupe d'intellectuels autour de Félix Guattari) à laquelle ont participé une centaine de personnes parmi lesquelles Alain Liepietz, Daniel Cohn-Bendit, Pierre Radanne, J.-Luc Benhamias, etc.

Le débat a été très riche et mériterait un compte rendu séparé. A. Liepietz a parlé de la nécessité d'une force politique en dehors du PS regroupant les alternatifs, le PSU, les « autocritiques » de l'extrême gauche, les Verts, les militants de la revue M, et des militants du PS. Pour lui trois réflexions sont indispensables :

— représentation sociale d'un tel regroupement : sur quelles bases s'appuie-t-on ;

— élaboration de propositions concrètes pouvant rendre crédibles

nos positions ;

— définition d'une stratégie politique.

D. Cohn-Bendit a rappelé l'organisation des Verts allemands qui s'est construite le plus souvent sans aucune base programmatique, la volonté de regroupement, le fait d'être différent ayant suffi. Paradoxalement, alors que les « Grünen » servent souvent de référence, leur pensée économique est reprise des Français (en particulier André Gorz), ce qui ne les a pas empêchés d'entrer au Parlement et d'y être actifs. Pour D. Cohn-Bendit, il faut trouver les moyens d'un vaste mouvement pluraliste qui se construira d'une façon sans doute différente selon les pays. Pour la France, il reprend l'idée d'une « UDF de l'alternative » où chaque composante garderait son identité, son autonomie, tout en participant à un regroupement politique plus crédible. Ce regroupement, des Verts aux renovateurs, devra créer des surprises pour rompre les consensus dans la perspective des municipales mais aussi des élections présidentielles (l'idée de « primaires » pour désigner le candidat alternatif a même été lancée).

A la base, les collectifs continuent

La plupart des collectifs qui s'étaient créés avant les élections continuent d'exister et de travailler.

Ainsi en Mayenne, Alternative-Ecologie 53 a présenté aux cantonales notre camarade J.Y. Griot, porte parole de la commission agricole du PSU, qui a obtenu 4,6 %.

En Seine-Saint-Denis, le collectif Ecologie 93 s'est réuni et a décidé de continuer sous le nom de « Seine-Saint-Denis autrement, Verts, alternatifs, autogestionnaires, écologie 93 ». Dans la Sarthe, Alternative 72 a déposé son association. En Seine-et-Marne « Sémaphore » continue.

Il en est de même dans l'Allier ou en Maine-et-Loire où le travail continue autour de l'élu régional. En Charente, le collectif « Faire » s'est élargi. La Convergence bretonne s'interroge sur les meilleurs moyens de continuer.

En Moselle s'est constitué un collectif regroupant PSU, Verts, PAC, LCR, et deux cellules renovatrices du PC. Et nous ne connaissons pas tout !

Toutes ces initiatives convergent et montrent que si la construction d'une

force politique alternative est difficile, elle est possible et nécessaire !

Le PSU y a déjà sa place, il se doit d'en être un des moteurs.